

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 23

Objet de la délibération: Direction
Mobilité Déplacements Transports - Mise
à disposition de locaux communaux
Espace Guynemer - Convention avec la
ville d'Antibes

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2019.093

Date de la convocation :

Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage

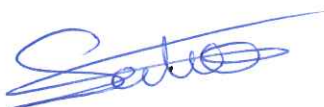
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture

en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,

La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Eric MELE, Roger CRESP

Monsieur OCCELLI,

Vu la loi n °82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs,
dite Loi « LOTI » modifiée,

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe »,

Vu les statuts de la C.A.S.A en date du 15 novembre 2001 définissant les compétences de plein droit exercées en lieu et place des communes-membres, et notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire, l'organisation des transports urbains au sein du Chapitre II du Titre II de la loi n° 82-1153 modifiée, visée ci-avant,

Vu la délibération n° BC.2016.193 du Bureau Communautaire en date du 10 octobre 2016, ayant pour objet la mise à disposition d'un local de vente et conducteurs de la Commune d'Antibes à la C.A.S.A.

La C.A.S.A. est autorité organisatrice de la mobilité durable A.O.M.D sur son territoire. Dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à l'organisation des transports urbains, la Commune a mis à la disposition de la C.A.S.A., par convention en date du 8 novembre 2016, des locaux situés Place Guynemer en vue d'y implanter un point de vente, une salle d'attente et un local conducteurs.

Dans un souci d'optimisation et de diversification des services aux usagers, les espaces précédemment décrits font l'objet d'une redistribution à la Commune, et ce, afin de créer un véritable « Espace de la mobilité » ainsi qu'un point d'accueil de l'Office de Tourisme.

Dans ce cadre, une nouvelle convention doit être prise permettant à la commune d'Antibes de mettre à disposition de la C.A.S.A à titre gratuit une partie du bâtiment implanté sur la parcelle cadastrale portant le numéro 16 section BP, d'une superficie de 74 m², dédiée aux activités telles que définies ci-après :

1. Espace mobilité Envibus
2. Local Conducteurs
3. Casa du vélo

La nouvelle convention est conclue pour une durée de cinq années. Dès lors, la convention du 8 novembre 2016, est résiliée de plein droit. La convention pourra être renouvelée de manière expresse par la signature d'une convention de reconduction.

Les conditions de la mise à disposition sont définies dans le projet de convention joint à la présente.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'abroger la délibération n° BC.2016.193 et la convention de mise à disposition de biens situés en Gare routière d'Antibes entre la Commune et la C.A.S.A s'y rattachant ;
- d'approuver le projet de convention de mise à disposition de biens situés Place Guynemer à Antibes, entre la commune d'Antibes et la C.A.S.A ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à la signer, ainsi que tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

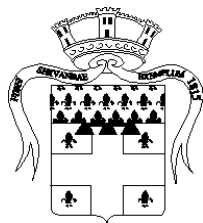
- d'abroger la délibération n° BC.2016.193 et la convention de mise à disposition de biens situés en Gare routière d'Antibes entre la Commune et la C.A.S.A s'y rattachant ;
- d'approuver le projet de convention de mise à disposition de biens situés Place Guynemer à Antibes, entre la commune d'Antibes et la C.A.S.A ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à la signer, ainsi que tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



Convention de mise à disposition de biens situés Place Guynemer entre la Commune d'Antibes et la C.A.S.A.

Entre les soussignés :

La **Commune d'Antibes Juan-les-Pins**, sise Cours Masséna à Antibes (06600) représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, autorisé à signer la convention en vertu de l'article L.2122-22 du Code général des Collectivités territoriales et des délibérations du Conseil municipal en date du 7.04.2014, 25.09.2015 et 07.07.2017, portant délégation du Conseil au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code général des Collectivités territoriales,

Et ci-après dénommé : La **Commune**,

D'une part,

Et :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-président délégué à la Mobilité et aux Transports, Monsieur Thierry OCCELLI, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, par délibération du Bureau Communautaire en date du 20 mai 2019,

Et ci-après dénommé : La **C.A.S.A**,

D'autre part,

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, dite Loi « LOTI » modifiée,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe »,

Vu les statuts de la C.A.S.A en date du 15 novembre 2001 définissant les compétences de plein droit exercées en lieu et place des communes-membres, et notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire, l'organisation des transports urbains au sein du Chapitre II du Titre II de la loi n°82-1153 modifiée, visée ci-avant.

La C.A.S.A. est autorité organisatrice de la mobilité durable A.O.M.D sur son territoire. Dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à l'organisation des transports urbains, la Commune a mis à la disposition de la C.A.S.A., par convention en date du 8 Novembre 2016, des locaux situés Place Guynemer en vue d'y implanter un point de vente, une salle d'attente et un local conducteurs.

Dans un souci d'optimisation et de diversification des services aux usagers, les espaces précédemment décrits font l'objet d'une redistribution, et ce, afin de créer un véritable « Espace de la mobilité » ainsi qu'un point d'accueil de l'Office de Tourisme.

Il a ensuite été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition des espaces situés dans l'ensemble immobilier « Gare routière d'Antibes », Place Guynemer, au bénéfice de la C.A.S.A. dans le cadre de l'exercice des compétences en matière de Mobilité et de Transports telles que visées en préambule.

Article 2 : Désignation des biens et destination

Une partie du bâtiment implanté sur la parcelle cadastrale portant le numéro 16 section BP, d'une superficie de 74 m², dédiée aux activités telles que définies dans le plan constituant l'annexe 1 de la présente convention, à savoir :

1. Espace mobilité Envibus (40 m²)
2. Local Conducteurs (12m²)
3. Casa du vélo (22m²)

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq années, prenant effet une fois signée par les deux parties.

Dès lors, la convention du 8 Novembre 2016, citée en préambule, est résiliée de plein droit.

La présente convention est renouvelable de manière expresse par la signature d'une convention de reconduction.

Elle peut être modifiée à tout moment par avenant avec l'accord des parties.

Elle peut être dénoncée par les parties, chaque année, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée trois mois au moins avant la date anniversaire de la présente convention.

La Commune se réserve le droit de mettre fin à la présente convention à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de trois (3) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à la C.A.S.A.

Article 4 : Descriptif et état des lieux

Les biens mis à disposition présentent un état général qui n'appelle aucune observation particulière.

Lors de la mise à disposition des biens, un état des lieux sera établi et servira de base pour l'état des lieux de restitution des biens.

Article 5 – Conditions d’occupation

▪ Article 5.1 – Conditions générales d’occupation

La C.A.S.A. déclare connaître les locaux pour les avoir visités en vue de la présente convention et les prendre en l’état.

Elle utilisera les locaux mis à disposition dans le but d’y exercer les activités décrites à l’article 2 de la présente convention.

La C.A.S.A. fera son affaire personnelle de tout aménagement nécessaire à la poursuite de son activité, sous réserve d’en informer par écrit la Commune.

La présente convention est personnelle à la C.A.S.A. qui demeure seule responsable de l’occupation des locaux en vue d’y mener les activités décrites précédemment.

▪ Article 5.2 – Entretien des locaux et travaux

Entretien

La C.A.S.A. s’engage à maintenir les locaux en bon état d’entretien et de réparations locatives pendant toute la durée de la convention et à les rendre en bon état à sa sortie.

La liste des réparations locatives et charges récupérables de référence est celle publiée au décret n° 87-712 du 26 août 1987.

La C.A.S.A. se comporte raisonnablement et veille à la propreté constante des locaux et de leurs abords immédiats.

La C.A.S.A. souscrit directement tout contrat afférent à l’entretien et à la maintenance des appareils et équipements nécessaires à ses activités tels que climatisation, chauffage, cumulus, alarme, télésurveillance, extincteur ou autre.

Travaux

La C.A.S.A. avise la Commune aussitôt que se produisent des dégradations dans les lieux occupés, quelle qu’en soit la cause.

Faute pour la C.A.S.A. de signaler par écrit à la Commune dans les huit jours de la connaissance du trouble, la C.A.S.A. sera tenue responsable des dégâts qui auront pu être causés aux locaux.

Dans le cas où des travaux s’avèrent nécessaires dans les locaux, la C.A.S.A. doit en supporter les désagréments éventuels sans pouvoir en discuter l’urgence ni prétendre à une indemnité quelconque, même si la durée des travaux dépassait 40 jours consécutifs.

La C.A.S.A. ne peut procéder à aucune modification ou transformation des locaux et équipements mis à disposition, sans accord exprès, écrit et préalable de la Commune.

Dans le cas contraire, la Commune peut exiger la remise en état, sans délai et aux frais de la C.A.S.A. En cas d’autorisation de la Commune, les travaux sont exécutés sous la responsabilité de la C.A.S.A. et la surveillance des services techniques de la Commune.

Tous travaux réalisés par la C.A.S.A. deviennent, lors de son départ des lieux, la propriété de la Commune, sans indemnité de sa part, la Commune se réservant le droit d’exiger la remise en état initiale des lieux.

▪ **Article 5.3 – Sécurité-Incendie, surveillance des locaux, hygiène et santé**

La C.A.S.A. utilise les lieux en se conformant aux lois, règlements et prescriptions en vigueur, dans le respect de l'hygiène, de l'ordre public et des bonnes mœurs.

La C.A.S.A. s'oblige à respecter et à faire respecter :

- La réglementation applicable en matière de protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- La réglementation applicable en matière de protection de la santé.

La C.A.S.A. s'engage à contrôler les entrées et les sorties des usagers.

La C.A.S.A. s'engage à assurer le gardiennage des lieux.

Les activités sont assurées sous sa responsabilité.

▪ **Article 5.4 – Responsabilité et assurances**

La C.A.S.A. souscrit une assurance couvrant sa responsabilité civile générale, dans le cadre de la présente convention.

Cette assurance de responsabilité civile doit également couvrir les conséquences dommageables, tant à l'égard des tiers que de la Commune, de l'utilisation par la C.A.S.A. des biens ou installations mis à disposition, couvrant notamment dans ce dernier cas, les risques liés à la qualité d'occupant (incendie, explosions, dégâts des eaux ...).

La Commune, quant à elle, est réputée dégagée de toute responsabilité pour les pertes, vols et dommages subis tant par les tiers que par la C.A.S.A. dans le cadre de la présente mise à disposition, charge à la C.A.S.A. de souscrire une assurance couvrant ce risque.

Ces dispositions ne font pas obstacle au recours que la Commune serait amenée à exercer contre la C.A.S.A. pour les dommages éventuellement subis par les biens et installations mis à disposition.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable.

La C.A.S.A. souscrira, en outre, une garantie vol, vandalisme visant la remise en état en cas de dégradations des locaux.

Article 6 – Redevance d'occupation et charges

▪ **Article 6.1 – Redevance**

La présente occupation est consentie à titre gratuit.

▪ **Article 6.2 – Charges**

La C.A.S.A. prend en charge :

- l'ensemble des frais directement liés aux activités exercées dans les lieux, sans que la Commune puisse être recherchée à ce sujet
- les frais de fonctionnement (abonnements et consommation d'eau, d'électricité et de gaz)
- les frais liés à la mise en service, les abonnements et les communications téléphoniques.

Article 7 : Autorisations d'accès

La C.A.S.A. veillera à ce que la Commune puisse librement accéder au fronton du bâtiment afin d'assurer la maintenance de l'horloge.

Article 8

Pour tout ce qui n'est pas prévu à la présente convention, les parties s'en remettent aux dispositions du Code Civil et usages locaux.

Article 9 – Annexe

Le plan annexé à la présente convention fait partie intégrante de celle-ci.

Article 10 : Litiges

Pour toute difficulté d'application de la présente convention ou en cas de litiges, la Commune et la C.A.S.A. conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le Département avant tout recours contentieux.

A défaut, il conviendra de saisir le Tribunal Administratif de Nice.

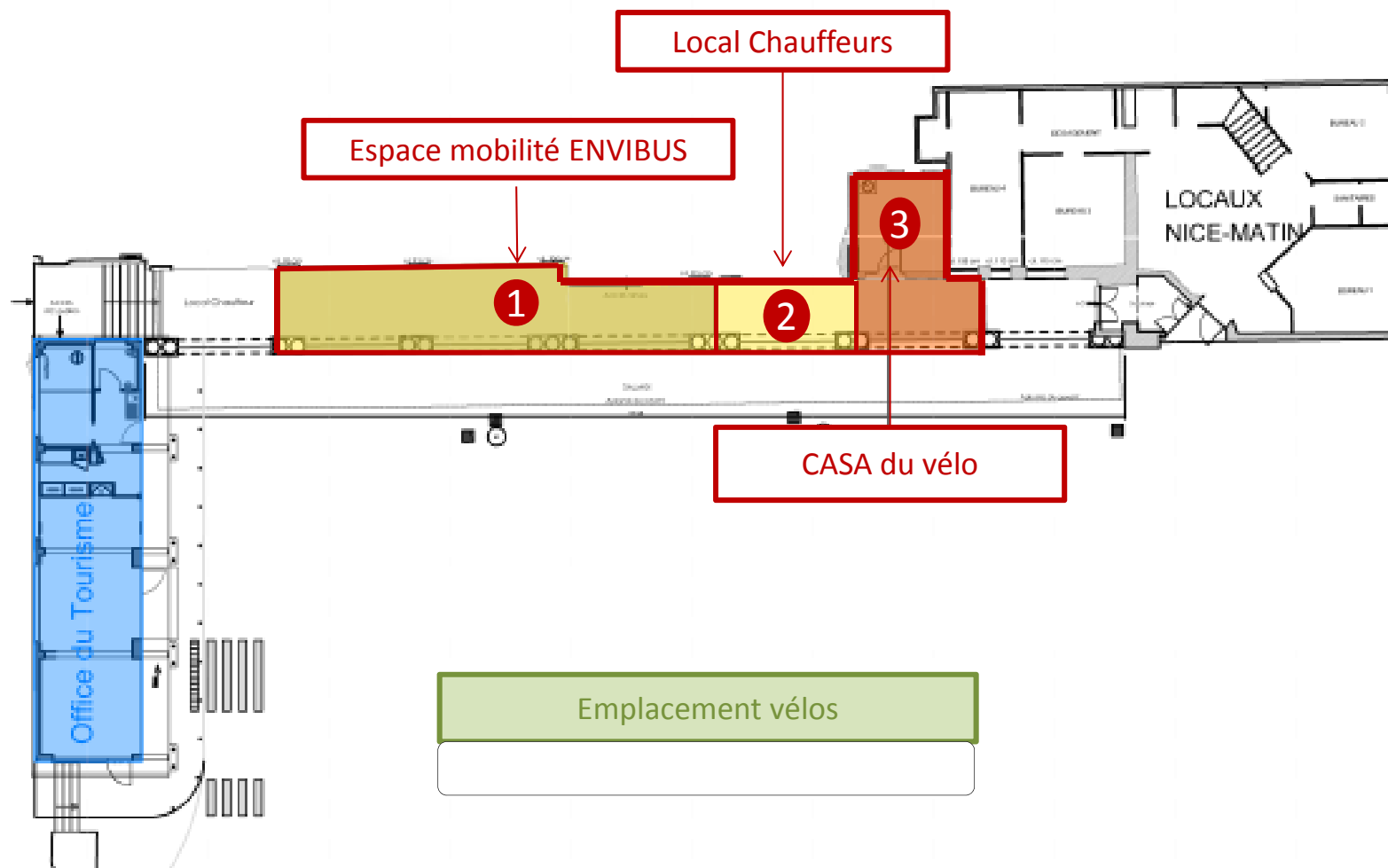
Fait en deux (2) exemplaires originaux à Antibes, le

Le Maire d'Antibes Juan les Pins,

**Le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux
Transports de la C.A.S.A.,**

Jean LEONETTI

Thierry OCCELLI



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_093
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition de locaux communaux Espace Guynemer - Convention avec la ville d'Antibes
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : oNCaQmO

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_093-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_093
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise à disposition de locaux communaux Espace Guynemer - Convention avec la ville d'Antibes
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_093-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_093-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_093-DE-1-1_3.PDF

N